



REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Numéro 8

Janvier – Juin 2018

**DIAGNOSTIC DE L'EDUCATION GENREE AU MAROC :
EVALUATION ET EVOLUTION**

**DIAGNOSIS OF GENDERED EDUCATION IN MOROCCO:
EVALUATION AND EVOLUTION**

DR. BOUCHRA ELAMMARI,

Docteure en genre et politiques publiques

elammariden@yahoo.fr.

Résumé

L'impact important de la gendérisation de l'éducation sur le niveau de développement humain du Maroc, invite à réfléchir sur des politiques plus efficaces en matière de lutte contre les inégalités de genre au sein du système éducatif marocain. L'objectif de ce travail est faire l'état des lieux des inégalités de genre au sein de ce système. Nous avons utilisé, comme approche, l'analyse genre qui a permis d'identifier les ÉCARTS qui existent entre les filles/femmes et les garçons/hommes au niveau des plans, des pratiques pédagogiques et de l'environnement scolaire.

Mots clés : analyse genre, éducation, système marocain.

Abstract

The important impact of the gender mainstreaming of education on Morocco's level of human development invites us to think about more effective policies in the fight against gender inequalities within the Moroccan education system. The purpose of this work is to diagnose gender inequalities within this system. As an approach, we used the gender analysis that identified the gender differences between girls / women and boys / men in terms of plans, pedagogical practices and the school environment.

Key words: gender analysis, education, Moroccan system

Introduction

Beaucoup d'études ont montré que l'éducation a un effet positif sur la plupart des facteurs de progrès social. Les besoins des filles et des garçons en matière d'éducation ne sont pas les mêmes et son impact, par la suite, sur ces deux catégories et sur l'ensemble de la société ne l'est pas également.

Le système éducatif marocain a indubitablement progressé sur plusieurs niveaux dont notamment l'élargissement de l'accès à la scolarité. Or, beaucoup de critiques visent la qualité de l'enseignement dispensé.

La réduction des inégalités de genre est au cœur des documents des politiques et stratégies de développement adoptés par le Maroc en matière d'éducation. L'enjeu est, donc, important dans ce secteur à tous les niveaux que ce soit quantitatifs (Etablissements scolaires, moyens humains et financiers, ainsi que les indicateurs scolaires) ou qualitatifs (plans et politiques et structures organisationnelles). La réalisation d'un diagnostic est un point de départ qui permettra d'identifier dans chacune des sphères du système éducatif le niveau d'avancement de l'égalité des sexes.

L'objectif de cet article est de faire une analyse des écarts en matière de genre qui peuvent caractériser les différentes sphères du système éducatif marocain. Ceci en suivant une démarche quantitative, empirique et factuelle pour éviter les jugements de valeurs, les perceptions subjectives et les positions normatives. Notre démarche fait appel à la perspective comparative, en utilisant les évolutions dans le temps (sur données nationales) ou les comparaisons et en procédant par grande sphère du système.

1. L'approche retenue pour l'analyse

Cet article se base sur une approche statistique utilisant une analyse genre beaucoup plus quantitative.

L'analyse genre est un instrument indispensable à la fois pour comprendre le contexte et pour promouvoir l'égalité et l'équité entre les sexes, comme condition nécessaire au développement humain. Les inégalités au sein d'une société représentent non seulement une menace pour le respect des droits humains fondamentaux dont l'éducation, mais minent également le développement social des pays. L'approche genre, utilisée dans cet article, avec tous ses outils et méthodes d'analyse s'inscrit dans ce nouveau contexte de recherche.

« Une approche de genre est indispensable dans le cas de l'éducation : en effet, les possibilités d'accès à l'éducation selon les sexes ne sont pas les mêmes. En 1948, la déclaration des Nations Unies consistait en une réaffirmation de l'égalité des droits entre les sexes. Dans les années 1970, les institutions internationales avaient comme approche la question relative à l'intégration des femmes dans le développement. Par la suite, dans les années 1980 et 1990, l'accent est mis non plus sur la seule relation linéaire entre les femmes et le développement mais sur la relation plus complexe des différences selon les sexes face au développement. Ainsi, les institutions internationales ont légitimé au cours du temps l'utilisation de l'approche de genre ». (ORDIONI, 2005)

« L'analyse de genre passe avant toute chose par la collecte de données ventilées par sexe et d'informations intégrant la problématique hommes/femmes sur la population concernée. Elle constitue la première étape d'une planification tenant compte des sexospécificités en vue de la promotion de l'égalité des genres » (UNESCO)

2. Diagnostic des écarts de genre au sein du système éducatif marocain

Le diagnostic va concerner : les plan et politiques publiques en matière d'éducation, l'environnement scolaires avec la majorité de ses composantes ; ainsi que les principaux indicateurs de performance du système

2-1 Les plans et les politiques publiques éducatifs

Le Maroc a souscrit à la plupart des grands traités relatifs aux droits humains qui consacrent, sans exception, le droit à l'éducation.

Au niveau national, le programme gouvernemental relatif au secteur de l'éducation s'inspire, dans son contenu, des articles 31 et 168 de la constitution qui donnent le droit à tous les citoyennes et citoyens à l'éducation, des hautes orientations royales, des lois et des règlements en vigueur qui ont fait de l'enseignement utile une des quatre priorités de l'action du gouvernement. Il s'inspire également des dispositions de la réforme de l'éducation telle qu'elle est conçue dans la Charte Nationale d'Education et de Formation et dans le plan d'urgence (2009-2012) qui a prévu des mesures prioritaires et souligné l'importance d'une intégration de la dimension de l'égalité entre les deux sexes au sein de toutes ses composantes. Les actions du Département sont également inscrites dans le cadre du Plan Gouvernemental pour l'Égalité vers la Parité 2012-2016 qui vise à assurer un accès équitable et égal des filles et des garçons à un système éducatif de qualité et qualifiant. La référence actuelle des actions de réformes est le plan stratégique 2015-2030 élaboré par le conseil supérieur de l'éducation.

La constitution marocaine

La nouvelle constitution de 2011 stipule l'égalité des citoyens devant la loi (article 19). Les principes les plus importants qui ont été mentionnés dans cette version en liaison avec les enjeux et les défis de développement du système éducatif, figurent au niveau des articles 31 et 168.

D'après l'article 31, « l'Etat, les établissements publics et les collectivités territoriales œuvrent à la mobilisation de tous les moyens à disposition pour faciliter l'égal accès des citoyennes et des citoyens aux conditions leur permettant de jouir des droits :... à une éducation moderne, accessible et de qualité, à l'éducation sur l'attachement à l'identité marocaine et aux constantes nationales immuables, à la formation professionnelle et à l'éducation physique et artistique... » (Bulletin officiel N°5952, 2011).

L'article 168 a déclaré la création du Conseil Supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique. D'après cet article, ce conseil constitue une instance consultative chargée d'émettre son avis sur toutes les politiques publiques et sur toutes les questions d'intérêt national concernant l'éducation, la formation et la recherche scientifique, ainsi que sur les objectifs et le fonctionnement des services publics chargés de ces domaines. Il contribue également à l'évaluation des politiques et programmes publics menés dans ces domaines.

Les orientations au plus haut niveau de l'Etat

La volonté politique est un préalable à l'intervention technique. Considéré comme un grand chantier vital pour le pays, les orientations royales qui ont précédé et accompagné le processus de mise en place de la réforme du système éducatif depuis 1999 ont investi cette réforme de deux

missions interdépendantes, à savoir « assurer l'égalité des chances » en matière d'accès et de participation et asseoir un enseignement de qualité qui répond « aux aspirations des individus et leur assure une qualification, tout en leur donnant la possibilité de progresser sur les plans professionnel et social tout au long de leur vie » (Discours royal, septembre 2000).

Il convient, entre autres, « de tenir compte des conditions particulières du monde rural pour lui assurer les mêmes chances que le monde urbain et d'encourager la scolarisation des filles de la même manière que sont scolarisés les garçons » afin de pouvoir « traduire dans la réalité et de manière concrète la généralisation de l'enseignement » (COSEF, février 1999).

Le 30 juillet 2015, à l'occasion de la commémoration du seizième anniversaire de l'ascension de Sa Majesté le Roi Mohammed VI au trône, le souverain a lancé un appel pour l'adoption d'une loi-cadre, concernant la vision à long terme de l'enseignement au Maroc, mettant fin à l'interminable cercle vicieux de la réforme.

Le cadre législatif

Le 13 novembre 1963, le législateur marocain a élaboré un Dahir portant loi no 1-63-071 rendant l'enseignement obligatoire pour tous les enfants marocains, garçons et filles, à partir de 7 ans jusqu'à 13 ans avec obligation faite à toute personne responsable d'un enfant de demander son inscription dans un établissement scolaire et de veiller à ce que l'enfant fréquente cet établissement avec assiduité.

En mai 2000, le Dahir no 1.00.200 portant promulgation de la loi 04-00 a porté réforme du Dahir de 63 sur l'obligation de l'enseignement fondamental, en tant que droit et devoir pour tous les enfants marocains, garçons et filles âgés de 6 ans. L'État s'oblige à garantir la gratuité de cet enseignement dans l'établissement scolaire le plus proche du lieu de résidence des enfants et oblige par la même occasion les parents à assurer la scolarisation de leurs enfants jusqu'à l'âge de 15 ans.

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

Les femmes et les filles sont au cœur des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Ces derniers ont reconnu que l'éducation des filles est un outil incontournable pour réduire la pauvreté et favoriser le développement. L'objectif n°2 indique que d'ici 2015, tous les enfants, en particulier les filles, devraient accéder à un enseignement primaire et en achever le cycle. L'objectif n°5 prévoyait l'élimination des disparités de traitement entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire en 2005 en 2015.

Concernant l'atteinte de ces objectifs, pour ce qui est du domaine de l'éducation, le Maroc a ajouté à l'objectif 2, assurer l'éducation primaire pour tous. Et pour ce qui concerne l'objectif 3,

« Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes », plusieurs cibles (12,13 et 14) et indicateurs (23 à 34) ont été ajoutés pour ce qui concerne l'éducation. Il s'agit aussi de la cible 11, à laquelle ont été insérés :

- l'indicateur 23 : proportion des filles dans les écoles techniques,
- et l'indicateur 24 : proportion de femmes diplômées du supérieur.

Aujourd'hui, et après l'échéance, des avancées notables sont réalisées au plan quantitatif. Cependant, ces avancées peuvent cacher une réalité beaucoup moins optimiste en termes de qualité, d'acquis, d'apprentissage et d'impact sur le développement.

La Charte Nationale de l'Education et de la Formation :

Ce document de référence, insiste, au titre de la généralisation de l'enseignement, sur la nécessité de consentir un effort spécial pour encourager la scolarisation des filles en milieu rural et qu'il est impératif d'appuyer le plan de généralisation des programmes locaux par la mobilisation tous les moyens disponibles.

Les grands objectifs sont :

- D'éliminer d'ici 2015, les disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement ;
- De contribuer à la promotion de l'égalité entre les sexes et l'égalité des chances au sein du système éducatif en particulier et au niveau national en général.

Et les objectifs spécifiques qui sont les suivants :

- Généraliser la scolarisation des filles ;
- Promouvoir les ressources humaines féminines au sein du système éducatif.

Les taux de scolarisation des filles et des indices de parité qui seront avancés dans le paragraphe de l'analyse statistique vont nous montrer que l'objectif d'élimination des disparités est, relativement, encore loin.

Le programme d'urgence (PU)

Le plan d'urgence marocain par le biais des projets : « Planification, gendérisation et gouvernance » et « égalité des chances d'accès à l'éducation » avait pour objectif d'encourager la scolarisation des filles surtout au milieu rural et palier aux conditions qui peuvent la priver de son droit à l'éducation.

Le premier projet considère que l'égalité entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons est garante d'une bonne gestion et d'une gouvernance efficiente à tous les paliers et au niveau hiérarchique du système éducatif marocain. Ce projet vise également la mise en œuvre du

plan d'action à moyen terme de l'institutionnalisation de l'égalité entre les sexes à travers : La structuration des mécanismes organisationnels chargés de l'égalité au niveau régional, la communication interne autour des principes de l'égalité, la suppression des stéréotypes sexistes des manuels scolaires, le renforcement des capacités du personnel en matière de genre.

Le deuxième projet est mis en œuvre par des actions spécifiques (cantines et internats, transports scolaire, uniformes scolaires, l'aide matérielle au profit des familles des élèves démunies). Le troisième projet vise la mise en place de mesures sécuritaires; dont notamment : couverture des établissements scolaires par le service de gardiennage; l'élaboration d'un plan de prévention contre les risques, la lutte contre la violence.

Plan Stratégique à Moyen Terme d'Institutionnalisation de l'Egalité entre les Sexes:

Le PASMT/IÉS décline les objectifs et les priorités d'action inscrits au programme d'urgence. Il propose des actions en vue d'améliorer l'accès des femmes aux emplois du secteur de l'éducation et de favoriser leur représentativité dans les postes de responsabilité. Ce plan s'articule autour de trois axes :

Axe 1 : Développement d'une capacité institutionnelle pérenne pour assurer l'ancrage de l'égalité entre les sexes dans la gouvernance du système éducatif ;

Axe 2 : Accès équitable des filles et des garçons à un système éducatif de qualité ;

Axe 3 : Développement de l'espace scolaire comme milieu sécurisé de scolarisation et d'apprentissage des valeurs et des comportements liés à l'égalité entre les sexes.

La finalité est de contribuer à l'accélération des progrès de la réforme éducative au Maroc par la mise en place d'un environnement administratif et pédagogique permettant d'enrayer les discriminations et les disparités entre les sexes. Le but poursuivi est d'appuyer le département de l'éducation dans sa volonté de se doter d'une capacité institutionnelle pérenne afin que l'égalité entre les sexes devienne un principe de gouvernance du système éducatif dans la conception, la budgétisation, la livraison, le suivi et l'évaluation des services éducatifs.

Nouvelle stratégie de réforme du secteur éducatif

Le Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique(CSEFRS) a mené de larges consultations nationales et régionales, en vue de la préparation de ce nouveau projet de la vision stratégique.

Cette vision stratégique s'étend sur la période 2015—2030 qui a été subdivisée en court, moyen et long terme. Elle a ciblé les cohortes actuelles et celles à venir. Elle a pour finalité

d'asseoir une école nouvelle portée par trois grands fondements : l'équité et l'égalité des chances, la qualité pour tous et la promotion de l'individu et la société.

Les trois fondements de l'école nouvelle sont :

1. La qualité pour tous
2. L'équité et l'égalité des chances
3. La promotion de l'individu et de la société

Concernant le deuxième fondement, la généralisation de l'enseignement fondée sur l'égalité des chances est un enjeu politique et sociétal déterminant pour la réalisation de l'équité, tant au niveau socio-éducatif qu'au niveau de genre, pour l'éradication des divers types de disparités, et pour le développement d'une société inclusive et solidaire.

Au terme de ce paragraphe, l'état des lieux de genre dans les références nationale en terme de stratégie et plan en matière d'éducation montre que la réduction des inégalités de genre est constamment signalée dans les documents des politiques du niveau stratégique du ministère de l'éducation depuis le début du processus de réforme de l'éducation et de la formation et même avant et il l'est toujours. Pourtant, le niveau pratique de ces plans n'est pas toujours concret et clair. En effet, seuls « le programme d'urgence » et « Plan stratégique à moyen terme d'institutionnalisation de l'égalité entre les sexes dans le département de l'enseignement scolaire 2009-2012 » avaient un aspect pratique et intégraient des mesures claires sur le COMMENT et le QUAND.

2-2 Les structures, les valeurs et les comportements

Il s'agit de voir dans quelle mesure l'égalité est formalisée à travers la structure organisationnelle du ministère de l'éducation nationale; ainsi que le niveau d'ancrage des principes d'égalité dans les valeurs et les comportements qui caractérisent le traitement des femmes au sein du système éducatif.

2-2-1 Au niveau des structures

Dans le cadre de la réforme, en se basant le « Plan stratégique à moyen terme d'institutionnalisation de l'égalité entre les sexes dans le département de l'enseignement scolaire 2009-2012 » élaboré par le Fond d'Appui à l'Égalité Entre les Sexes FAES en 2008, le département de l'enseignement scolaire a développé plusieurs instruments et outils propres au domaine de l'égalité entre les sexes ; dont notamment :

- Les notes et circulaires ministérielles qui sont des outils de cadrage et d'orientation pour les acteurs du système et principalement les ressources humaines chargées de la mise en œuvre des actions et projets relatifs aux domaines de l'égalité;
- La Commission mixte entre le ministère de l'éducation et le ministère des Droits de l'Homme;
- La commission Centrale des droits humains et de la citoyenneté (CCDHC), officiellement créée le 12 novembre 2004 et renouvelée en 2006. Elle a été rattachée à l'administration centrale et renforcée à l'échelle des 16 académies régionales de l'éducation et de la formation AREF par la désignation des délégués de la commission.
- Les cellules régionales d'égalité entre les sexes et d'égalité des chances au niveau des AREF.
- Les cahiers de charges pour la production des manuels scolaires qui définissent les critères auxquels doivent répondre les nouveaux livres scolaires à savoir l'intégration des concepts, principes et valeurs de la culture des droits humains, de la citoyenneté, de l'égalité et de la démocratie. Ces cahiers insistent sur l'élimination des stéréotypes et des discriminations sexistes et le respect des principes de l'équité et de l'égalité.

En effet, depuis 2009, Le Ministère de l'Éducation Nationale est doté d'une Équipe Nationale Management Genre (ENMG) située à la Direction de la Stratégie des Statistiques et de la Planification (DSSP) et elle a pour tâche de rendre l'approche genre plus effective. L'ENMG collabore avec d'autres directions du MEN et avec d'autres départements.

2-2-2 Au niveau des valeurs et des comportements

Il s'agit d'analyser les valeurs qui sous-tendent les comportements et les attitudes.

« Les stéréotypes de genre peuvent être omniprésents et conditionner l'attribution des tâches : les femmes se voient confier tout ce qui est fastidieux et administratifs et les hommes accèdent plutôt aux tâches plus valorisantes et en vue. Ces stéréotypes sous-tendent aussi un nombre de comportements et d'attitudes quotidiennes qui peuvent ou non dévaloriser les femmes dans leur lieu de travail : manque de reconnaissance, réticence à prendre des responsabilités et à se mettre en avant, blagues, remarques, harcèlement etc... Les pratiques peuvent aussi être défavorables à l'égalité des sexes, en multipliant les contacts et échanges d'information informellement, hors du lieu de travail (au café par exemple) et hors des horaires de travail, alors que les femmes ne peuvent y participer. Tous ces aspects reflètent fortement la sensibilité à l'égalité des sexes dans l'organisation. Ils sont difficiles à évaluer et ressortent surtout du qualitatif mais peuvent être

appréhendés à travers des enquêtes rapides et des focus groupes. Le problème des valeurs et comportements est assez transversale ...» (SOFRECO, 2012).

L'ancrage des principes d'égalité au niveau des valeurs et comportement nous renvoie à l'étude de la sphère de communication où se manifestent les comportements. En effet, « le diagnostic doit se pencher sur deux problématiques :

- ✓ L'aspect fonctionnel de la communication, à savoir les canaux de communication tant internes qu'externes l'accès à l'information et le réseautage ;
- ✓ Le contenu de la communication et les messages véhiculés par rapport à l'égalité des sexes. » (SOFRECO, 2012).

Pour faire l'état des lieux de genre au niveau de la communication, il faut, d'une part, repérer les canaux d'information interne : officielle et non officielle, analyser quel type d'information est transmise par ces canaux et qui y a accès. D'autre part, un travail d'analyser des contenus des supports de communications officielles internes, doit être mené dans une perspective de l'égalité des sexes ; sans oublier l'importance de recenser les actions de communication externe et repérer celles qui se positionnent clairement dans le processus de gendérisation.

2-2-3 Le pilotage et la prise de décision

Un système de pilotage est nécessaire pour permettre d'identifier les situations de blocage, les retards et les problèmes de faisabilité éventuels. Il doit en particulier garantir une grande réactivité dans la prise de décision pour assurer un rythme soutenu à la réalisation des objectifs par une utilisation optimale des ressources dont les ressources humaines. Ceci ne peut être atteint sans une égalité des chances et une égalité des sexes. Dans ce cadre, il est important de vérifier si la structure décisionnelle du ministère de l'éducation nationale est favorable à une approche genre et à l'égalité des sexes, et si les femmes sont représentées parmi les décideurs ou bien le top management est exclusivement masculin.

Il s'avère que les postes de responsabilité échappent toujours aux femmes dans l'administration publique, selon le rapport sur le budget axé sur les résultats tenant compte de l'aspect genre (LOF 2018). En effet, ces dernières représentaient à peine **19,1%** dans les effectifs en 2017, malgré un taux de féminisation de l'administration de 35%. Ces taux diffèrent selon les départements ministériels.

Selon le rapport genre de 2010, en 2008, seulement 8% des postes de directrices d'établissement sont occupés par des femmes, 14% des postes de délégués et 13% des AREF sont dirigées par une femme. Pour ce qui est des postes de responsabilité à l'échelle central, seulement

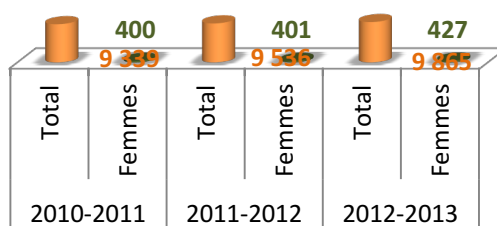
7% des directrices sont des femmes, 9% des chefs de division et 10% des chefs de services. Concernant les postes de cadres, la représentativité féminine y est faible également puisque les femmes n'y représentent que 9%.

Trois ans plus tard, la contribution du ministère de l'éducation au rapport genre avancé les chiffres suivant et qui illustrent toujours la situation de sous-représentation :

- ✓ 25 directeurs contre 4 directrices (Directions centrales et Directions des AREF);
- ✓ 74 délégués contre 8 déléguées;
- ✓ 477 hommes chefs de service contre 30 femmes;
- ✓ 9865 directeurs d'établissements scolaires contre 427 femmes directrices d'établissements (école, collège, lycée). »¹

La représentativité des femmes dans la dernière catégorie de responsables qui est les chefs des établissements scolaires a connu une régression tandis que l'effectif global de cette catégorie ne cesse d'augmenter, comme le montre la figure suivante :

Figure n°1: Evolution de la représentativité des femmes dans la catégorie des chefs d'établissements scolaires



Source : MEN- Maroc, DSSP.

En effet, entre 2008 et 2011, les postes de chefs d'établissement occupés par des femmes sont passés de 8% à 4% ; pour stagner à ce niveau jusqu'à 2013. Cette représentativité dans la catégorie de chef d'établissements varie selon le cycle et le milieu (annexe 3-1). En effet, au primaire les femmes sont plus présentes, comparativement au cycle collégial et qualifiant; en 2012-13, leurs parts étaient respectivement de 4,6%, 4,5% et 1,7%. Le niveau de représentativité diminue au milieu rural; en 2012-13, ce niveau était de 3%, 1,6% et 1% respectivement dans le cycle primaire, collégial et qualifiant.

Si on fait la comparaison avec d'autres départements ministériels, on constate que le département de l'éducation est en bas de l'échelle comme le confirme le tableau suivant :

¹ Ministère de l'éducation nationale-Maroc, Direction de la stratégie de la statistique et de la planification, « Contribution du Ministère de l'Education nationale à l'élaboration du rapport Genre 2014 », Juillet 2013

Tableau n°1 : Taux de féminisation des effectifs totaux et des postes de responsabilité dans quatre ministères marocain

Ministère	Part de l'effectif enquêté (%)	Taux de féminisation global (%)	Rang	Taux de féminisation des PR (%)	Rang
MEN	64,5	38,6	13	7,1	24
Santé	10,7	55,9	1	17,4	12
Justice	4,1	43,0	6	11,64	21
Intérieur	4,0	23,5	23	10,65	23
Total quatre départements	83,3	40,3	-	11,61	-

Source : MRAFP et ONU femme, 2012

En 2012, nous constatons qu'il n'y a pas de lien systématique entre le taux de féminisation des effectifs totaux d'un ministère et celui de ses postes de responsabilité. Dans le ministère de l'éducation, le taux de féminisation global et celui des postes de responsabilité sont tous les deux différents; respectivement de 38,6% et 7,1%. Ces données sont en cours d'actualisation dans le cadre d'une étude lancée en juillet 2017.

2-3 L'environnement scolaire

Afin d'atteindre les finalités tracées par toute politique, l'environnement éducatif doit se doter des moyens nécessaires

De plus, l'environnement scolaire, qui est le cadre direct, dans lequel se déroule l'activité éducative et agissent les différents acteurs concernés par l'acte pédagogique, a plusieurs caractéristiques qui ont un effet direct ou indirect sur les rapports de genre. Ces effets se manifestent dans la pratique pédagogique mais leur impact sur les résultats scolaires n'est pas toujours sûr.

L'étude des effets que peuvent avoir les caractéristiques de l'environnement scolaire sur les rapports de genre nécessite un travail de recherche qualitative plus poussée, seuls les éléments quantitatifs concernant le personnel et l'infrastructure seront diagnostiqués dans ce sous paragraphe.

2-3-1 Les établissements scolaires

L'école doit constituer pour les élèves (filles et garçons) et les enseignants (es) un espace de respect et de sécurité fournissant les bases d'une réelle intégration sociale et les protégeant contre les risques d'atteinte à leur intégrité physique, psychique et morale.

Un des enjeux majeurs de la scolarisation des filles et leur rétention scolaire est lié à la garantie de la qualité des espaces d'enseignement. Cette qualité consiste en des normes homogènes

de construction et d'équipement, en phase avec les progrès technologiques et adaptées aux nouvelles techniques pédagogiques et sécuritaires de la vie scolaire. Ceci conformément à la charte qui a stipulé que «Les nouveaux aménagements ou constructions à entreprendre seront basés sur des standards mis à jour, rénovés et adaptés, au mieux, à chaque contexte écologique, climatique et socioculturel».

Des efforts importants ont été consacrés ces dernières années à l'extension des infrastructures, notamment en milieu rural, le tableau suivant donne l'évolution du nombre d'établissement :

Tableau n°2 : Evolution du nombre d'établissements par cycle et milieu entre 2009 et 2017

Les cycles	Milieu	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17
Enseignement primaire	Urbain	2671	2790	2798	2870	2893	2940	2973	2 970	2 974
	Rural	4383	4 351	4 410	4 499	4 565	4 601	4 662	4 697	4 726
Enseignement collégial	Urbain	901	944	945	998	1025	1034	1080	1099	1108
	Rural	658	661	673	712	726	747	821	828	848
Enseignement qualifiant	Urbain	610	657	686	725	767	786	822	846	850
	Rural	174	175	193	212	232	256	285	316	327

Source : MENFP, recueil statistique 2016-2017

L'extension des établissements scolaires se présente comme suit :

- Au primaire, le nombre d'établissement est passé de 7054 en 2008-09 à 7700 en 2016-2017 ; écoles. Au cours de cette période, le nombre d'établissements a augmenté en moyen de 0,9% chaque année. Un rythme un peu plus bas est constaté au milieu rural (0,78%).
- Au secondaire collégial, le nombre d'établissement est passé de 1559 en 2008-09 à 1956 en 2016-2017 ; écoles. Au cours de cette période, le nombre d'établissements a augmenté en moyen de 2,5% chaque année. Un rythme un peu plus élevé est constaté au milieu rural (2,88%).
- Au secondaire qualifiant, le nombre d'établissement est passé de 784 en 2008-09 à 1177 en 2016-2017 ; écoles. Au cours de cette période, le nombre d'établissements a augmenté en moyen de 5% chaque année. Un rythme beaucoup plus important est constaté au milieu rural (8,79%).

Pourtant malgré ces efforts d'extension, certains problèmes persistent, dont notamment : la généralisation non encore atteinte, conformément aux objectifs fixés, le manque de couverture du milieu rural par les collèges et lycées et les taux d'encombrement qui affichent des niveaux qui influent la qualité des enseignements ; comme le montre ce tableau :

Tableau n°3 : Evolution du taux d'encombrement par cycle et par milieu entre 2015 et 2017

		Enseignement primaire			Enseignement collégial			Enseignement qualifiant		
		2014-15	2015-16	2016-17	2014-15	2015-16	2016-17	2014-15	2015-16	2016-17
Part des classes ayant 45 élèves et plus	Rural	3,30%	8,20%	20%	5,40%	7,30%	15,70%	6%	6%	7,80%
	Urbain	2,50%	3,30%	5,8	5,60%	8,70%	13,80%	5,60%	4,30%	5%
Part des classes ayant 50 élèves et plus	Rural	0,40%	1,10%	6,60%	0,20%	0,30%	1,20%	0,40%	0,40%	0,90%
	Urbain	0,70%	1%	2,40%	0,40%	0,80%	1,70%	0,60%	0,10%	0,50%

Source : MENFP, recueil des indicateurs 2009-2017

En plus des aspects qui ont été étudiés, d'autres aspects ayant un fort impact sur la scolarisation des filles doivent faire l'objet d'étude; il s'agit de l'accessibilité, des équipements et de la sécurité.

Devant l'ampleur des dangers qui menacent la sécurité des élèves et des enseignants et surtout les filles et les femmes, il est devenu primordial de mettre en place une stratégie globale pour l'instauration de la sécurité humaine dans l'environnement scolaire. Dans ce sens, les normes de santé, de sécurité, d'hygiène et de lutte contre le tabagisme et l'usage des drogues doivent être mises à niveau et inscrites dans les chartes et règlements intérieurs de chaque établissement.

2-3-2 Les moyens humains

L'évolution des effectifs des ressources humaines connaît une croissance continue et sans rémittence, mais avec des rythmes différents selon les régions, le milieu et la fonction. Cependant, la faible représentativité des femmes persiste, aussi bien au niveau du personnel administratif que enseignant, comme le montre le diagnostic ci-après.

Le corps administratif

La représentativité des femmes du MEN au niveau du personnel administratif est faible. En effet, en 2006-2007, les femmes représentent seulement 22% du personnel administratif tous cycles confondus. La répartition par cycle montre qu'en 2014-15, 11% des femmes du personnel administratif sont dans le primaire, 26% dans le secondaire collégial et le secondaire qualifiant.

Le calcul de l'indice de parité entre les sexes des élèves (IPS) du personnel administratif par milieu entre 2006-07 et 2014-15, a permis d'avoir les résultats suivants :

Tableau n 4: Evolution du personnel administratif (tous les cycles) par sexe et milieu (2009-2017)

	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17
Total hommes	19 179	21 336	21 866	22 671	22 622	23 604	22 752	22 752	22 340
Total femmes	6 557	5 407	6 261	6 406	6 537	6 829	6 208	6 208	5 815
IPS national	34%	25%	29%	28%	29%	29%	27%	27%	26%
Hommes ruraux	6625	7399	7655	7999	8170	8610	8566	8 566	8 636
Femmes rurales	469	442	471	563	580	668	592	592	600
IPS rural	7%	6%	6%	7%	7%	8%	7%	7%	7%

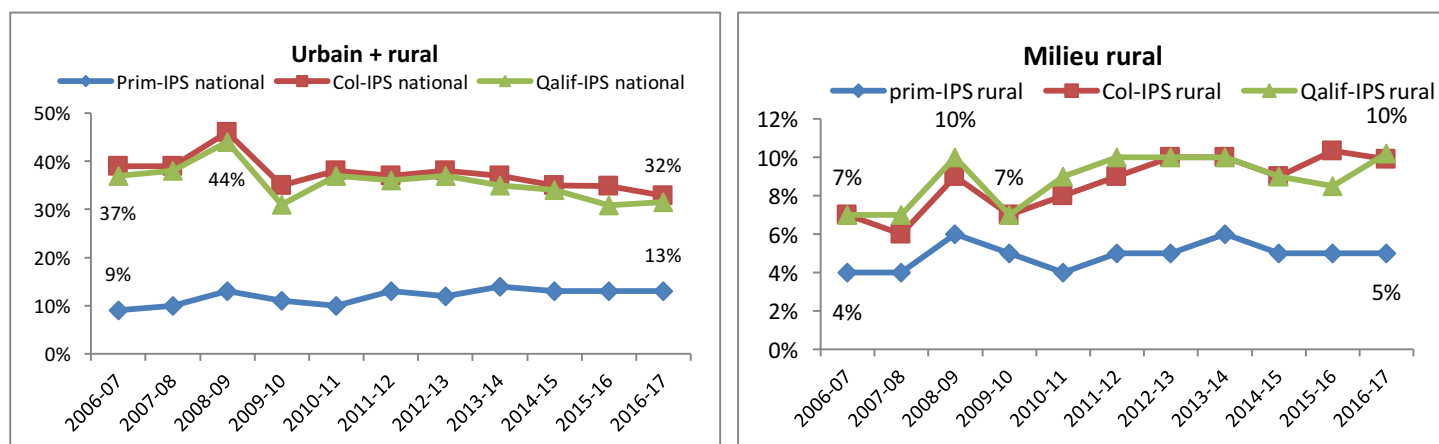
Source : MENFP, recueil statistique 2016-2017

Pour la catégorie du personnel administratif, tous cycles confondus, les écarts sont visibles et l'IPS est en faveur des hommes. Avant 2005, année caractérisée par l'opération du départ volontaire, 33% du personnel administratif était des femmes. Après cette année l'IPS fluctue au voisinage de 27%, sauf pour 2008 où il a atteint 34%.

Les figures suivantes donnent cette évolution par cycle. Ils affichent un indice qui est encore loin de la parité; au niveau du primaire, il est passé de 9% en 2006-07 à 13% en 2014-15. Pour ce qui est du secondaire collégial et qualifiant, l'IPS a reculé pour passer respectivement de 39% à 35% et de 37% à 34% entre 2006-07 et 2014-15.

Au niveau du milieu rural, la parité entre les deux sexes, pour tous les cycles, enregistre des niveaux très faibles. Entre 2007 et 2017, l'IPS est passée de 7% à 10% pour le collégial et le qualifiant et fluctue au tour de 5% au niveau du primaire. Si on prend, les deux milieux ensemble, ces deux intervalles de variation sont respectivement [37%,32%] et [9%,13%] pour les deux cycles du secondaire et pour le cycle primaire.

Figure 2: Evolution de l'IPS du personnel administratif par milieu et par cycle (entre 2008-09 et 2016-17)



Source : Construit sur la base de nos calculs

Le corps enseignant

Les statistiques produites par le département relatives aux femmes enseignantes par cycle indiquent que les enseignantes représentent, en 2014-2015, 43% du personnel enseignant au niveau national et 37% des enseignants du rural.

Tableau 5 : Evolution du personnel enseignant (tout cycle confondu) par sexe et milieu (2009-2017)

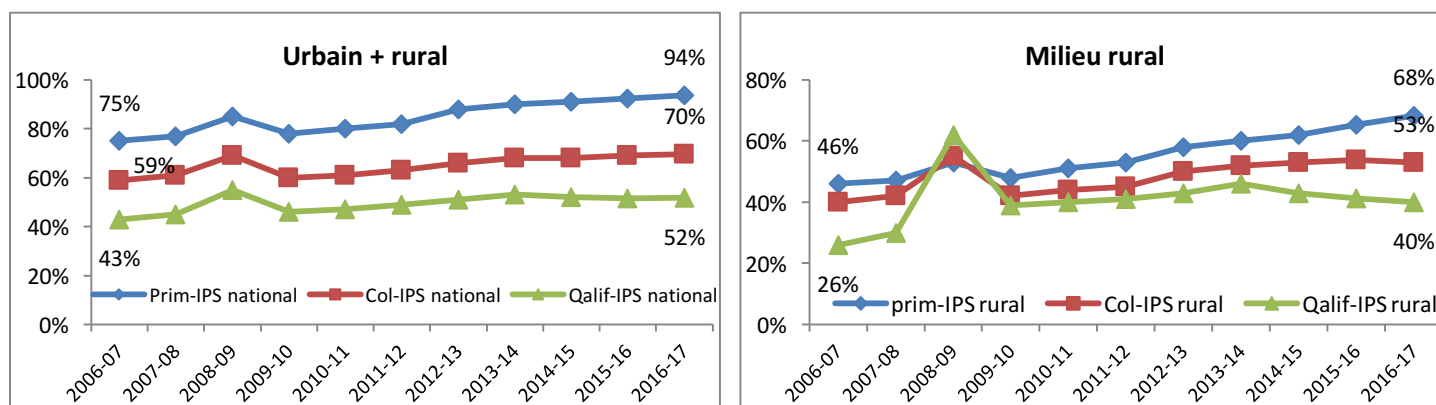
	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17
Total hommes	124597	132646	133600	135800	129480	128796	128696	128 696	126 550
Total femmes	93984	88936	91234	94507	96322	97283	97570	97 570	96 186
IPS national	75%	67%	68%	70%	74%	76%	76%	76%	76%
Hommes ruraux	59133	63476	64377	66118	63885	64299	64788	64 788	64 487
Femmes rurales	31767	29501	31367	33581	35418	37073	38156	38 156	39 069
IPS rural	54%	46%	49%	51%	55%	58%	59%	59%	61%

Source : DES, recueil statistique 2016-2017

Au niveau national et concernant le personnel enseignant, tout cycle confondu, l'IPS, calculé sur la base des données de l'année 2016-2017, variant entre 75% en 2008-2009 et 76% depuis 2013-2014 en faveur des hommes, mais il est relativement meilleur que celui du personnel administratif.

Au niveau du milieu rural, la parité entre les deux sexes, pour tous les cycles, enregistre des niveaux très faibles. Entre 2007 et 2017, l'IPS est passée de 46% à 53% et 68% respectivement pour le collégial et le qualifiant. Au niveau du primaire, cet indice a évolué également positivement passant de 26% à 40%. Si on prend, les deux milieux ensemble, nous constatons que le cycle primaire s'approche beaucoup plus de la parité affichant en 2016-17 un IPS de l'ordre de 94% suivi par le collégial puis de le qualifiant avec 70% et 52%. Ces constats sont confirmés par les graphiques suivants :

Figure 3: Evolution de l'IPS du personnel enseignant par milieu et cycle (entre 2006-07 et 2014-15)



Source : construit sur la base de nos calculs

Cette faible représentativité féminine est également constatée pour d'autres catégories de personnel, dont on peut citer :

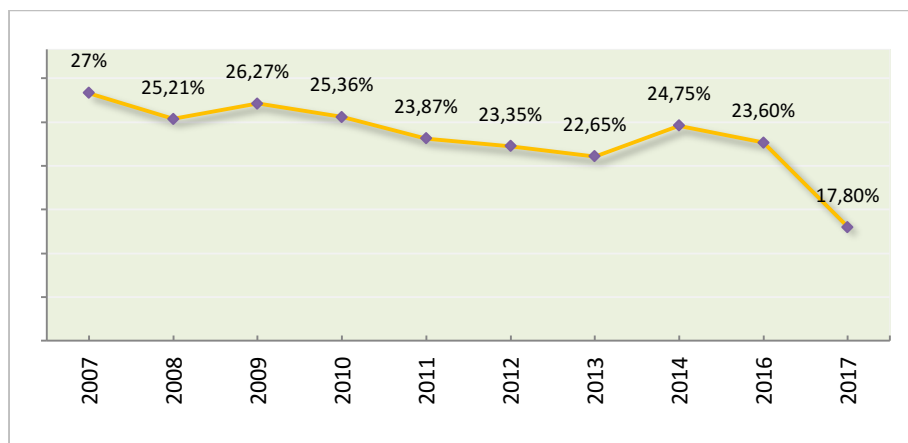
- « 9640 hommes contre 3405 femmes personnels de service;
- 1914 hommes contre 111 femmes cadres d'orientation et planification;
- 2225 hommes contre 186 femmes cadres en enseignement et contrôle pédagogique »²

Pour mettre la composante « personnel » du système éducatif sous l'angle de genre, il faut étudier d'autres aspects qui nécessitent un travail qualitatif sur le terrain; à savoir : la répartition des fonctions et responsabilités entre les sexes, le statut et l'autorité que peut avoir l'enseignant (te), surtout en milieu rural, les pratiques et les relations professionnelles entre les deux sexes ; ainsi que leur participation dans les activités syndicales.

2-3-3 Les moyens financiers

Vu le rôle important du secteur de l'éducation dans la construction d'une société moderne et démocratique, en plus des besoins croissants de ce secteur en moyens, sa part dans le budget général de l'état a toujours été substantielle ; comme le montre la figure suivante :

Figure 4 : Evolution de la part du budget de l'enseignement scolaire dans le BGE entre 2007 et 2017



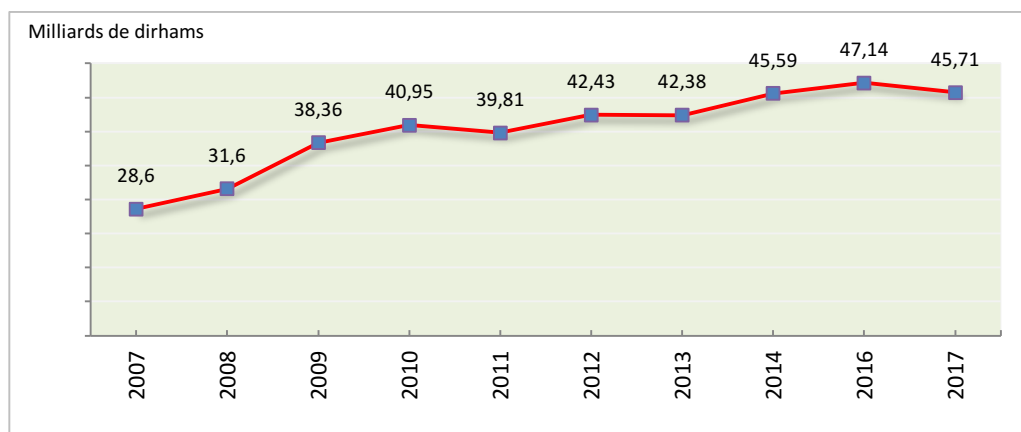
Source : MEN, Division du budget,

La part du budget général de l'Etat allouée au secteur de l'éducation nationale entre 2007 et 2017 a varié entre un niveau minimum de l'ordre de 17,8% atteint en 2017 et un maximum de 27 % affiché en 2007. Malgré cette regression, le budget du secteur n'a pas cessé d'augmenter durant la même période, allant de 28,6 milliard de dirhams en 2007 à 45,71 milliard de dirhams en 2017;

² Ministère de l'éducation nationale-Maroc, Direction de la stratégie de la statistique et de la planification, « Contribution du Ministère de l'Education nationale à l'élaboration du rapport Genre 2014 », Juillet 2013

affichant un pique en 2016 de l'ordre de 47,14 milliard de dirhams; comme le montre la figure suivante :

Figure 5 : Evolution du budget global de l'enseignement scolaire entre 2007 et 2017 (en milliard de dirhams)



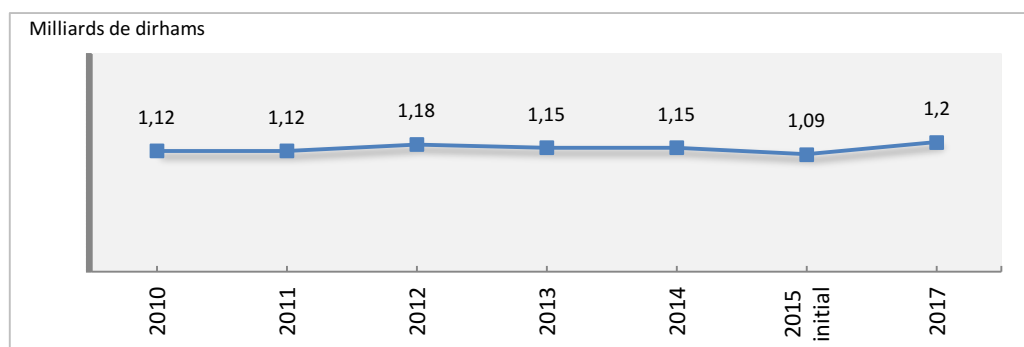
Source : MEN, division du budget.

Au titre de l'année 2017, le budget du département de l'éducation s'élevait à 45,71 milliards de dirhams réparti entre celui de fonctionnement (37,9 milliards de DH pour la masse salariale et 3,9 milliards de DH pour le matériel et les dépenses diverses) et celui d'investissement 2,8 milliards de DH (crédits de paiement).

Ces ressources, permettant ainsi au ministère de l'éducation nationale de créer un environnement plus propice à ses activités en mettant en œuvre, entre autres, des projets d'appui social aux élèves. Ces projets qui visent principalement l'encouragement de la scolarisation des filles et l'accès à ce service dans le milieu rural, déclarent comme objectif : dispenser une éducation équitable et égalitaire à tous les élèves scolarisables quel que soit leur sexe et milieu.

Le budget alloué à ces projets a évolué entre 2011 et 2015 comme suit :

Figure 6 : Évolution du budget alloué aux projets d'appui social entre 2010 et 2017 (en milliard de dirhams)



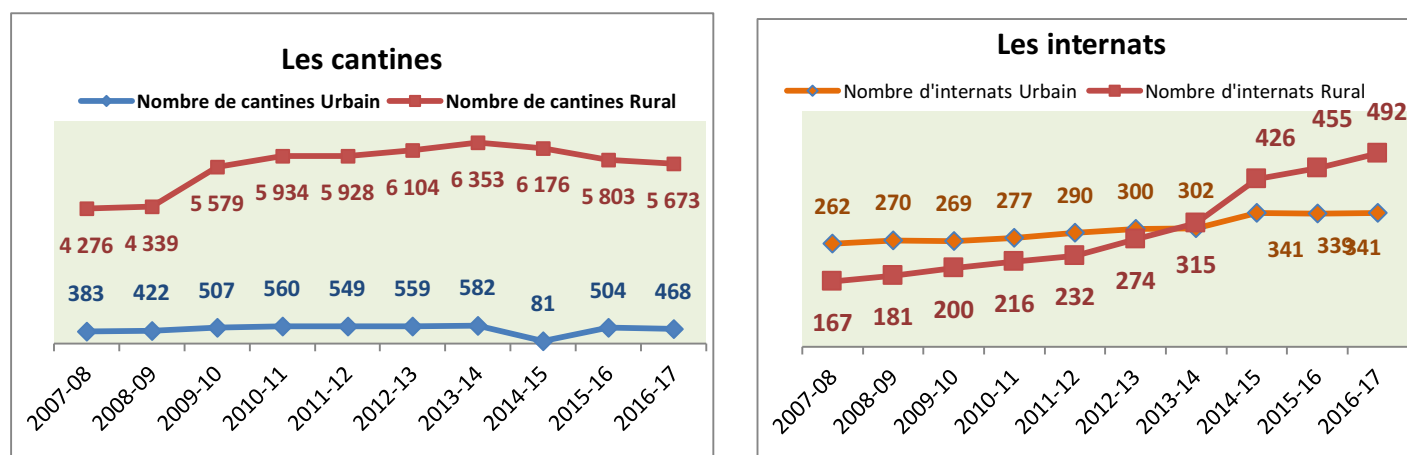
Source : MEN, division du budget.

Au titre de l'année 2010, le budget alloué à la promotion de l'égalité des chances et l'égalité des sexes s'élevait à 1,12 milliards de DH réparti entre la construction des internats et leur réhabilitation; ainsi que le fonctionnement des cantines et des internats, la location des véhicules pour le transport scolaire, l'achat de bicyclettes pour les élèves et l'achat de l'uniforme scolaire.

« En sus des efforts déployés au titre du programme Tayssir et de l'Initiative Royale « un million de cartables », dont le nombre de bénéficiaires atteindra au titre de l'année scolaire 2017-2018, respectivement, 736.380 et 4,26 millions d'élèves (dont respectivement, 46% et 47% de filles) contre 716.350 et 4,02 millions élèves au titre de l'année scolaire précédente, pour un coût global de plus de 1 milliard de dirhams » (Loi des finances 2018, p37).

L'un des principaux objectifs du budget de l'appui est la construction des internats et cantines. Le nombre des internats, tout cycle confondu, a évolué entre l'année 2007-08 et 2016-17 passant de 262 et à 341 au milieu urbain et de 167 à 492 au milieu rural; affichant un rythme plus accéléré au niveau du milieu rural où la scolarisation surtout des filles nécessite encore plus appui. Le nombre des cantines, tout cycle confondu, a fluctué au cours de la même période, passant de 383 et à 468 au milieu urbain et de 4276 à 5673 au milieu rural; affichant un rythme de progression plus important avant l'année 2014-15. Ceci est illustré au niveau des graphiques suivants :

Figure 7 : Évolution du nombre de cantines et internats scolaires par milieu entre 2007-08 et 2016-17



Source : MEN, recueil statistique 2016-2017

L'importance des efforts d'extension du réseau de cantines et internats ne sont pas encore en mesure de couvrir les besoins de la population des bénéficiaires filles et garçons; que ce soit de point de vue quantitatif que qualitatif. Les figures suivantes présentent l'évolution des effectifs des bénéficiaires de ces deux services d'appui à la scolarisation :

Tableau 6 : Évolution des effectifs des bénéficiaires des cantines et internats entre 2009 et 2017

			2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	
ENSEMBLE PUBLIC (Primaire+Collégial+Qualifiant)			(المجموع العمومي (الابتدائي+المتوسط+التأهيلي)									
Ensemble			المجموع									
Restauration	الإطعام	Total	مجموع	946 756	1 091 367	1 177 663	1 257 346	1 329 083	1 267 109	1 246 765	1 142 792	1 085 110
		Filles	بنات	457 891	530 566	571 725	610 359	644 046	615 853	604 042	551 690	528 488
Internes	الداخليون	Total	مجموع	78 060	82 036	92 061	98 583	103 871	108 639	104 685	108 749	113 429
		Filles	بنات	27 504	28 980	32 658	37 150	41 091	44 313	44 957	50 105	53 598
Boursiers	المتوحيون	Total	مجموع	79 307	92 772	104 289	119 920	123 101	132 344	129 260	136 421	139 150
		Filles	بنات	27 472	33 295	37 966	45 227	49 033	54 220	55 077	61 789	65 544
Urbain			حضرى									
Restauration	الإطعام	Total	مجموع	121 646	148 980	175 799	177 603	190 615	145 983	129 295	96 997	75 564
		Filles	بنات	57 627	71 472	84 796	84 941	90 810	70 061	62 075	46 144	36 251
Internes	الداخليون	Total	مجموع	51 535	54 504	60 432	61 851	64 615	64 518	57 206	56 982	56 394
		Filles	بنات	18 467	20 019	21 766	23 701	25 822	25 870	24 338	26 482	26 283
Boursiers	المتوحيون	Total	مجموع	18 864	19 340	19 798	21 795	22 921	21 669	18 494	58 412	57 820
		Filles	بنات	15 420	16 688	17 401	19 623	21 308	21 710	22 906	26 702	26 949
Rural			قروي									
Restauration	الإطعام	Total	مجموع	825 110	942 387	1 001 864	1 079 743	1 138 468	1 121 126	1 117 470	1 045 795	1 009 546
		Filles	بنات	400 264	459 094	486 929	525 418	553 236	545 792	541 967	505 546	492 237
Internes	الداخليون	Total	مجموع	18 039	18 762	22 324	26 198	28 145	32 662	33 327	51 767	57 035
		Filles	بنات	6 334	6 357	8 281	9 997	11 478	13 917	14 984	23 623	27 315
Boursiers	المتوحيون	Total	مجموع	18 213	27 220	32 972	42 897	42 081	49 342	52 567	78 009	81 330
		Filles	بنات	6 238	9 522	12 206	16 337	17 428	21 212	22 809	35 087	38 595

Source : MEN, recueil statistique 2016-2017

Les filles rurales bénéficiant des cantines scolaires (restauration) sont plus nombreuses que celles bénéficiant des internats. En effet, leurs effectifs sont passés de 400264 à 492237 pour les cantines et de 6334 à 27315 pour les internats; entre 2009 et 2017. Ceci peut être expliqué par un manque de couverture des communes rurales par les internats et par une préférence de ce service qui permet aux filles scolarisées de ne pas quitter leurs domiciles.

Pour voir si ces services ont un effet sur le niveau d'accès de de réussites des élèves visés, nous allons diagnostiquer l'évolution des effectifs des scolarisés et leurs résultats scolaires.

2-4 L'accès et la réussite

La généralisation de l'accès des enfants à l'enseignement et leur maintien jusqu'à la fin de leur scolarité obligatoire constituent encore un enjeu de la réforme du système d'éducation et de formation surtout pour le cycle collégial. Pourtant, il est à constater que, malgré d'importants progrès enregistrés ces dernières années, un nombre d'enfants restent encore exclus du système éducatif ou l'abandonnent à mi-parcours.

Le changement qu'a connu la pyramide des âges de la population marocaine a eu son impact sur les effectifs des scolarisés qui ont commencé à reculer.

2-4-1 L'accès à la scolarisation :

Le paragraphe suivant va analyser les données permettant de diagnostiquer l'accès à la scolarisation pour chaque cycle.

Le primaire

Selon les statistiques du MEN de 2016-17, Les effectifs des élèves du primaire ont reculé entre 2006-07 et 2016-17 pour passer de 3,6 à 3,5 millions d'élèves; la part des filles est presque stable, elle représente respectivement 46% et 47%. La part des filles rurales est également quasi stable par rapport au total des élèves ruraux, elle varie entre 45% et 47% entre le début et la fin de la période.

Tableau 7 : Evolution des effectifs des élèves du primaire par sexe et milieu (2006-07 et 2016-17)

	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17
Total garçons	1 934 545	1 884 457	1 850 982	1 857 399	1 856 420	1 834 611	1 819 615	1 809 449	1 803 036	1 811 346	1 843 277
Total filles	1 674 758	1 647 604	1 641 330	1 661 354	1 674 038	1 666 144	1 655 575	1 644 819	1 624 364	1 636 293	1 665 715
IPS national	87%	87%	89%	89%	90%	91%	91%	91%	90%	90%	90%
Garçons ruraux	1 053 825	994 555	990 616	1 009 143	1 021 698	1 018 297	1 015 203	1 013 738	1 007 917	1 012 486	1 029 879
Filles rurales	856 590	820 602	838 438	871 919	896 310	903 056	908 263	907 839	893 897	900 802	917 598
IPS rural	81%	83%	85%	86%	88%	89%	89%	90%	89%	89%	89%

Source : MEN, recueil statistique 2016-2017

L'appréciation du niveau d'égalité d'accès des deux sexes au cycle primaire est faite par les effectifs des élèves et l'indice de parité entre les sexes IPS et aussi par le taux spécifique de scolarisation au niveau de ce cycle. Ce tableau affiche un IPS national variant entre 87% et 90% entre 2006-07 et 2016-17. La parité au niveau du milieu rural est presque le même allant de 81% à 89% entre le début et la fin de la période considérée. L'aboutissement des efforts d'amélioration de l'accès à la scolarisation au niveau du primaire est confirmé par les niveaux du taux spécifique de scolarisation, dans le tableau ci-après, qui affiche actuellement 99,1% et 101,1% respectivement au niveau national et dans le milieu rural.

Tableau 8: Evolution du taux spécifique de scolarisation pour la tranche d'âge 6-11 ans (public+privé)

		2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17
Total national	Total	91,40%	91,60%	94,80%	97,50%	97,90%	99,60%	99,50%	99,10%	97,40%	99,10%
	filles	89,10%	89,90%	93,50%	96,30%	97,00%	99,10%	99,10%	98,50%	96,70%	98,50%
Rural	Total	89,40%	91,50%	93,90%	95,40%	95,90%	97,90%	100,80%	98,30%	99,40%	101,10%
	filles	85,00%	88,30%	91,70%	93,60%	94,80%	97,70%	101,00%	98,30%	98,20%	100,30%

Source : MEN, recueil statistique 2016-2017

Le cycle collégial

Selon les statistiques du MEN de 2016-17, Les effectifs des élèves du collégial ont progressé entre 2006-07 et 2016-17 passant de 1,3 à 1,5 millions d'élèves; la part des filles est restée, pr contre quasi stable variant entre 44% et 45%. La part des filles rurales a, par contre, significativement augmenté ; elle est passée de 35% à 41% par rapport au total des élèves ruraux, entre le début et la fin de la période.

Tableau 9 : Evolution des effectifs des élèves du collégial par sexe et milieu (2006-07 et 2016-17)

	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17
Total garçons	743 857	761 836	766 260	754 192	764 558	778 403	813 559	829 007	821 751	821 386	830 688
Total filles	604 747	617 064	606 305	593 646	595 816	602 704	640 471	662 412	668 305	677 832	693 833
IPS national	81%	81%	79%	79%	78%	77%	79%	80%	81%	83%	84%
Garçons ruraux	199 524	202 490	212 724	223 453	237 166	247 206	265 422	280 602	287 179	297 829	308 711
Filles rurales	109 213	108 727	114 960	121 293	131 790	139 110	158 137	173 396	184 767	201 417	216 563
IPS rural	55%	54%	54%	54%	56%	56%	60%	62%	64%	68%	70%

Source : MEN, recueil statistique 2016-2017

Le niveau d'égalité d'accès des deux sexes au cycle collégial a diminué comparativement au primaire, il fluctue au tour de 80% au cours de la période 2006-07 et 2016-17. Ce tableau affiche un IPS rural relativement faible ; variant entre 55% et 70% au cours de la même période. L'aboutissement des efforts d'amélioration de l'accès à la scolarisation au niveau du cycle collégial, caractérisé par un rythme plus faible qu'au niveau du primaire, est confirmé par les niveaux du taux spécifique de scolarisation. Dans le tableau ci-après, ce taux est actuellement de l'ordre de 87,6% et 75,8% respectivement au niveau national et dans le milieu rural.

Tableau 10 : Evolution du taux spécifique de scolarisation pour la tranche d'âge 12-14 ans (public+privé)

		2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17
Total national	Total	71,30%	70,20%	75,40%	79,10%	83,70%	85,10%	87,60%	90,40%	85,20%	87,60%
	filles	65,50%	64,80%	69,80%	73,50%	78,30%	80,10%	83,10%	86,70%	82,20%	84,70%
Rural	Total	49,90%	52,10%	55,80%	59,10%	64,50%	66,30%	69,50%	75,10%	72,90%	75,80%
	filles	39,90%	42,70%	46,10%	49,60%	55,30%	57,80%	61,50%	68,90%	66,30%	69,40%

Source : MEN, recueil statistique 2016-2017

Les taux de scolarisation au collégial sont moins élevés par rapport au primaire. L'indice de parité l'est également. Le grand problème qui se dégage des données relatives au collégial est celui de la rétention. Le développement des infrastructures collégiales a permis d'améliorer nettement le taux de scolarisation spécifique des enfants âgés de 12 à 14 comme le montre le tableau précédent.

Le cycle secondaire qualifiant

L'enseignement secondaire est plus urbain que rural. Les données étudiées enregistrent une tendance vers la réduction des écarts entre les deux sexes en matière de scolarisation ; comme le montre le tableau suivant :

Tableau 11 : Evolution des effectifs des élèves du qualifiant par sexe et milieu (2006-07 et 2016-17)

	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17
Total garçons	328 392	342 624	368 194	401 401	432 558	455 049	470 529	474 087	463 840	455 560	464 038
Total filles	309 858	329 240	363 009	395 114	414 955	424 220	434 522	431 222	425 663	435 103	455 434
IPS national	94%	96%	99%	98%	96%	93%	92%	91%	92%	96%	98%
Garçons ruraux	37 659	38 838	43 815	50 874	58 111	63 666	70 258	76 979	81 330	84 301	87 705
Filles rurales	22 806	24 305	28 619	33 623	37 637	40 898	45 211	50 881	55 527	62 555	69 736
IPS rural	61%	63%	65%	66%	65%	64%	64%	66%	68%	74%	80%

Source : MEN, recueil statistique 2016-2017

L'IPS est ainsi passé entre 2006-07 et 2016-17 de 0,94 à 0,98 au niveau national et de 0,61 à 0,80 en milieu rural comme le montre le tableau précédent.

L'accès à la scolarisation au niveau du cycle qualifiant, traduit par le taux spécifique de scolarisation des élèves de la tranche d'âge 15-17 ans, montre un niveau plus faible que le cycle collégial, comme le montre le tableau suivant :

Tableau 11: Evolution du taux spécifique de scolarisation pour la tranche d'âge 12-14 ans (public+privé)

		2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17
Total national	Total	48,10%	49,90%	50,40%	52,80%	55,40%	58,50%	61,10%	70,10%	65,30%	66,60%
	filles		45,60%	46,30%	48,20%	50,30%	53,40%	55,60%	63,40%	60,70%	63,00%
Rural	Total	20,40%	21,80%	21,10%	22,30%	24,20%	27,00%	30,60%	39,50%	39,50%	40,60%
	filles	13,60%	14,90%	14,10%	14,90%	16,30%	18,80%	21,90%	29,40%	30,10%	32,00%

Source : MEN, recueil statistique 2016-2017

Le taux spécifique de scolarisation des élèves âgés de 15 à 17 ans s'est nettement amélioré entre 2006-07 et 2016-17 en passant de 48,1% à 66,6%. Même si le taux de scolarisation des filles se caractérise par le rythme d'évolution durant cette période, il est encore faible et ne dépasse pas 63% actuellement. La fille rurale a presque la moitié des chances du total des filles d'accéder à l'enseignement qualifiant ; avec un taux d'accès de 32,0%. Le grand problème qui caractérise le cycle qualifiant est l'achèvement du cycle.

2-4-2 La réussite scolaire

Si le constat général en termes de participation à l'éducation est en faveur des garçons, les aspects qualitatifs démontrent que les filles qui ont plus de difficultés à accéder à l'école s'y accrochent souvent mieux que les garçons. Plusieurs indicateurs peuvent le démontrer :

➤ Le taux de transition d'un cycle au cycle suivant³

Tableau 12 : Evolution du taux de transition par sexe entre 2008-09 et 2016-17

		2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17
Du primaire au collégial	Garçons ذكور	83,5%	83,7%	85,5%	86,5%	86,8%	83,8%	80,6%	79,5%	79,5%
	Filles إناث	81,0%	81,3%	81,9%	82,0%	83,8%	81,3%	79,6%	80,8%	81,5%
	Total مجموع	82,4%	82,6%	83,8%	84,4%	85,4%	82,6%	80,1%	80,1%	80,4%
Du collégial au qualifiant	Garçons ذكور	47,1%	46,2%	47,6%	49,4%	49,1%	46,8%	45,9%	46,7%	47,2%
	Filles إناث	57,4%	57,1%	58,1%	59,5%	61,7%	58,7%	58,7%	60,5%	60,1%
	Total مجموع	51,8%	51,1%	52,3%	53,9%	54,6%	52,0%	51,5%	52,9%	53,1%

Source: MEN, DSSP, recueil des indicateurs 2007-2016

Un taux de transition élevé est le signe d'un bon niveau d'accès d'un cycle (ou niveau) d'enseignement à l'autre. Il dénote aussi la capacité d'accueil du cycle (ou niveau) d'enseignement supérieur. À l'inverse, un taux peu élevé peut être le signe de problèmes de transition entre deux cycles (ou niveaux) d'enseignement : une déficience du système d'évaluation ou une capacité d'accueil insuffisante dans le cycle ou niveau supérieur, voire les deux. Dans notre cas, le tableau ci-dessus témoigne de l'évolution non stable des taux des deux sexes en passant du primaire au collégial. C'est le cas également pour le passage au cycle qualifiant ; mais cette fois pour les garçons seulement ; tandis que les filles transitent selon un rythme positif durant toute la période 2008- 2016.

Une fois arrivées au secondaire qualifiant, les filles s'accrochent et enregistrent des taux de réussite meilleurs ou comme celui des garçons, surtout au baccalauréat, comme le montre le tableau suivant :

³« Taux de transition= Nombre d'étudiants admis en première année d'un niveau ou cycle d'enseignement supérieur dans une année donnée, exprimé en pourcentage du nombre d'inscrits en dernière année du cycle (ou niveau) précédent lors de l'année scolaire précédente » (UNESCO).

Tableau 13 : Evolution du taux de réussite au baccalauréat par sexe entre 2008 et 2016

			يونيو 2008 Juin	يونيو 2009 Juin	يونيو 2010 Juin	يونيو 2011 Juin	يونيو 2012 Juin	يونيو 2013 Juin	يونيو 2014 Juin	يونيو 2015 Juin	يونيو 2016 Juin
Admis	الناجحون	Garçons ذكور	41 275	42 840	54 724	70 928	82 431	75 730	77 658	88 237	78 990
		Filles إناث	44 295	48 146	62 590	75 919	89 265	81 510	82 446	93 604	88 208
		Total مجموع	85 570	90 986	117 314	146 847	171 696	157 240	160 104	181 841	167 198
% des admis	نسبة النجاح	Garçons ذكور	40,2%	40,7%	45,9%	53,2%	57,5%	52,4%	51,9%	58,0%	55,8%
		Filles إناث	44,9%	44,7%	51,1%	56,3%	62,7%	57,8%	57,8%	63,7%	63,0%
		Total مجموع	42,5%	42,7%	48,6%	54,8%	60,1%	55,1%	54,8%	60,8%	59,4%

Source: MEN, DSSP, recueil des indicateurs 2007-2016

Les filles réussissent bien au baccalauréat, depuis l'année 2007-08 mieux que les garçons. Entre Juin 2008 et Juin 2016, le taux de réussite au baccalauréat a varié entre environ 40% et 59% pour les garçons et entre 45% et 63% pour les filles, toutes branches confondues.

➤ Le retard scolaire

Le retard scolaire est le retard d'un élève par rapport à son niveau prévu, provoqué par un ou des redoublements. Le constat selon lequel les filles redoublent moins que les garçons est confirmé par le tableau suivant traçant l'évolution de la part des élèves en retard de plus d'une année, c'est un indicateur entre autres, que nous avons choisi pour faire le diagnostic.

Tableau 14: Evolution de la part des élèves en retard de plus d'une année par sexe entre 2008 et 2016

			2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17
Primaire	Garçons	ذكور	25,8%	23,6%	22,2%	22,3%	19,4%	18,8%	25,0%	22,1%	21,6%
	Filles	إناث	19,2%	17,4%	16,3%	16,6%	14,0%	13,3%	17,7%	15,1%	14,4%
	Total	مجموع	22,7%	20,7%	19,4%	19,6%	16,8%	16,2%	21,5%	18,8%	18,2%
Collégial	Garçons	ذكور	47,3%	40,3%	38,5%	37,9%	36,3%	35,1%	45,0%	42,2%	42,4%
	Filles	إناث	33,6%	26,2%	23,9%	22,9%	21,3%	19,8%	27,7%	25,3%	25,1%
	Total	مجموع	41,2%	34,1%	32,1%	31,4%	29,7%	28,3%	37,2%	34,6%	34,5%
Qualifiant	Garçons	ذكور	55,5%	48,4%	47,1%	46,6%	44,9%	43,9%	45,6%	48,9%	48,0%
	Filles	إناث	42,8%	34,6%	32,2%	31,1%	28,6%	26,4%	31,0%	29,6%	28,7%
	Total	مجموع	49,2%	41,6%	39,8%	39,2%	37,1%	35,6%	38,6%	39,5%	38,5%

Source : MEN, DSSP, recueil des indicateurs 2007-2016

Ce tableau permet de déduire qu'actuellement, le niveau de redoublement des garçons dépassent celui des filles et ceci pour les trois cycles. L'évolution de la part des élèves en retard

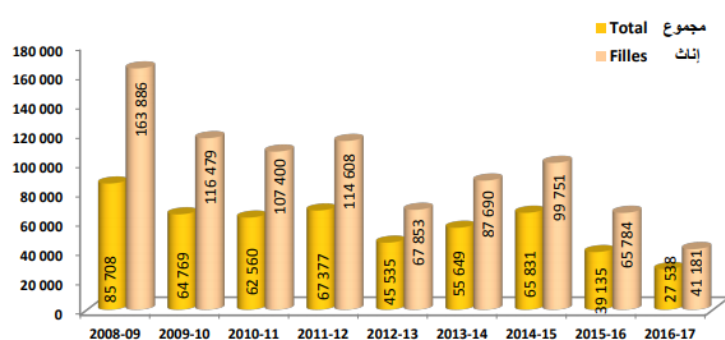
montre qu'il y'a une tendance de diminution du redoublement de plus d'une année au niveau des trois cycles ; mais au niveau du collégial, on assiste à une récédive depuis 2014-15 où la part des élèves qui redoublent plus qu'une année reprend l'augmentation.

➤ Le taux d'abandon

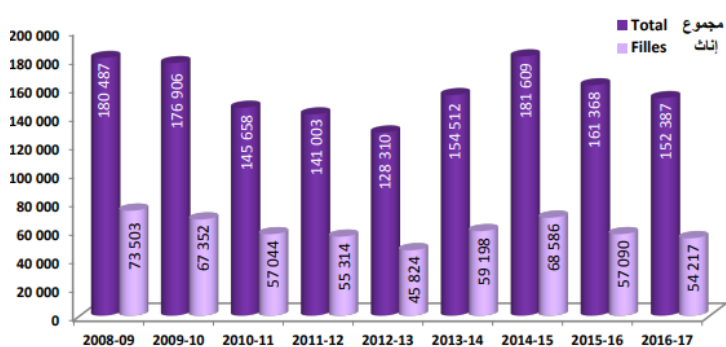
Lorsque le système éducatif accueille un enfant à l'école, tout doit être fait, en principe, pour qu'il termine son parcours en acquérant progressivement l'ensemble des attitudes, capacités et connaissances. Certains élèves quittent le système avant de l'avoir terminé ; c'est le phénomène de l'abandon. Si les effectifs des scolarisés augmentent, il est toujours aussi difficile de les retenir à l'école. Les taux d'abandon demeurent élevés même s'ils ont reculé entre 2008 et 2012 comme le montre les graphiques de la figure suivante.

Figure 8: Evolution du taux d'abandon par cycle et par sexe entre 2008-09 et 2016-17

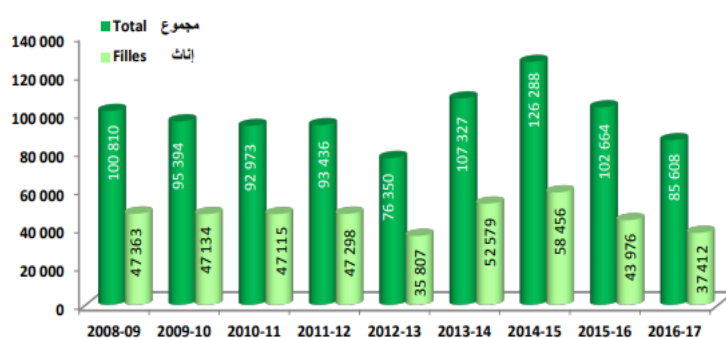
PRIMAIRE



COLLEGIAL



QUALIFIANT



- Au niveau du primaire, les filles abandonnent plus que les garçons contrairement au cycle collégial et qualifiant ;
- Les taux d'abandon des deux sexes ont régressé au cours des trois dernières années et ceci pour les trois cycles ;
- Ces constats confirment l'hypothèse selon laquelle les filles se sous-estiment et le cycle primaire qui est pour elles une phase de confrontation à plusieurs défis psychiques, économiques et socio-culturels. Cependant, une fois la fille passe au collège elle persévère, redouble moins et réussit mieux que le garçon.
- L'abandon reste un phénomène complexe et non un comportement homogène dans la mesure où on doit faire la distinction entre l'abandon en cours d'année et l'abandon en fin d'année (la non réinscription). Cette distinction permet de comprendre les caractéristiques des élèves. En effet, l'abandon en cours d'année dénote une situation relativement personnelle et aléatoire, renforcée éventuellement par la distance domicile-école par exemple. Tandis que l'abandon en fin d'année dévoile une décision davantage centrée sur les performances.

Conclusion :

D'après l'analyse, au niveau des plans stratégiques, la préoccupation genre est présente dans plusieurs textes et références ; mais ce qui fait défaut c'est le niveau pratique concrétisé par des plans opérationnels avec des mesures claires et détaillées et des indicateurs de suivi mesurables. Au niveau du budget, et malgré son importance, il n'y a pas de ligne budgétaire spécifique allouée à l'intégration de genre dans le système éducatif. Pourtant une enveloppe importante est dédiée aux actions d'appui social (1,2 milliards de DHS en 2017). Ces actions visent l'encouragement de la scolarisation au niveau du milieu rural et la lutte contre la déperdition scolaire.

Par rapport à la pratique pédagogique, des avancées ont été réalisées sur le plan quantitatif que ce soit au niveau de l'accès ou de la réussite des filles.

En ce qui concerne la gestion des ressources humaines, les constats portent sur la faible représentativité des femmes dans les postes de responsabilité. Pour la catégorie du personnel administratif, tous cycles confondus, les écarts sont visibles et l'IPS est en faveur des hommes. Pour le personnel enseignant, tout cycle confondu, l'IPS est en faveur des hommes, mais il est relativement meilleur que celui du personnel administratif.

D'après cette analyse effectuée sur les données du système éducatif marocain, certaines CAUSES des inégalités de genre en matière d'éducation résident dans les inégalités dans d'autres domaines. De nombreuses études attestent que les obstacles à la scolarisation des filles sont liés au contexte économique et le niveau de pauvreté des familles, à l'offre de l'éducation et son niveau et qualité de couverture; ainsi que le fonctionnement du système éducatif lui-même. Concernant la gestion des ressources humaines, la procédure et les critères de sélection désavantagent les femmes notamment en insistant, par exemple, sur des années d'expérience à des postes de responsabilité, que ne peuvent satisfaire souvent les femmes.

Les AJUSTEMENTS qu'on peut proposer se résument dans la prise en compte transversale de genre dans les différentes sphères du système éducatif ; ainsi que des actions spécifiques. En effet, prendre en compte le genre veut dire non seulement bien cibler et calibrer les actions à entreprendre mais aussi développer des mesures spécifiques pour réduire les écarts entre filles et garçons, par exemple en développant plus de mesures d'appui social, la sensibilisation et la formation. Les actions transversales concernent le côté réglementaire en mettant en place des textes et notes qui prennent en considération la situation des deux sexes au sein du système éducatif. Ceci dans le cadre du recrutement, gestion de carrière, mode de sélection pour accéder au poste de

responsabilité. Les comportements stéréotypés peuvent aussi être visés par ces mesures transversales en envisageant des sanctions de niveau proportionnel à la gravité des comportements.

Références bibliographiques

- ✓ Bulletin officiel N° 5952 bis, du 14 rajeb 1432 (17 juin 2011).
- ✓ Conseil Supérieur de l'Enseignement, « État et perspectives du Système d'Éducation et de Formation, Volume 1 : Réussir l'école pour tous, Rapport annuel », 2008.
- ✓ Equipe PEPA, « Éducation des filles et des femmes, un levier pour le développement », Publié le 29/11/2012.
- ✓ Ministère de l'économie et des finances- Maroc, « Rapport genre 2010 », 2009.
- ✓ Ministère de l'économie et des finances- Maroc, « Projet de Loi de Finances pour l'année budgétaire 2018 : note de présentation », 2017.
- ✓ Ministère de l'éducation nationale-Maroc, Direction de la stratégie de la statistique et de la planification, « Contribution du Ministère de l'Education nationale à l'élaboration du rapport Genre 2014 », Juillet 2013.
- ✓ Ministère de l'éducation nationale-Maroc, Direction de la stratégie de la statistique et de la planification, « Recueil statistique 2016-17 », 2017.
- ✓ Ministère de l'éducation nationale-Maroc, Direction de la stratégie de la statistique et de la planification, « Indicateurs de l'éducation 2009-2017 », 2017.
- ✓ Ministère de l'enseignement supérieur de la formation des cadres et de la recherche scientifique, Rapport résumé du programme d'urgence 2009-2012, Mars 2010.
- ✓ SÉES, FAÉS, Plan stratégique à moyen terme d'institutionnalisation de l'égalité entre les sexes dans le département de l'enseignement scolaire 2009-2012, 2008.
- ✓ SOFRECO et la Direction de la Stratégie du MENFC-Maroc, « Manuel pour l'institutionnalisation de l'égalité des sexes dans le secteur éducatif au Maroc », 2012.